



ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

CINQUANTE-CINQUIEME ASSEMBLEE MONDIALE DE LA SANTE
Point 4 de l'ordre du jour

A55/DIV/8
13 mai 2002

Allocution de Mme Carol Bellamy, Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance à la Cinquante-Cinquième Assemblée mondiale de la Santé

Genève, lundi 13 mai 2002

Monsieur le Président, Madame le Directeur général, Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames, Messieurs :

Au nom du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, je suis heureuse de l'occasion qui m'est donnée de m'adresser à l'Assemblée mondiale de la Santé et je remercie chaleureusement le Directeur général et l'Assemblée de leur invitation.

Il y a trois jours, en présence d'un nombre sans précédent de délégués et d'organisations non gouvernementales représentant les intérêts des enfants, la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants a vigoureusement réaffirmé les engagements pris en 1990 à l'égard des enfants – et présenté un plan d'action pour le XXI^e siècle qui réclame d'importants progrès en ce qui concerne la survie, la santé, l'éducation et la protection de l'enfant d'ici à 2015.

Ce plan d'action, qui est contenu dans le document de synthèse intitulé *Un monde digne des enfants*, comprend une série d'objectifs, dont certains reprennent des points non résolus de l'ordre du jour du Sommet mondial pour les enfants et d'autres les objectifs à plus long terme approuvés lors du Sommet du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres sommets et grandes conférences des Nations Unies.

Monsieur le Président, nous avons tous de bonnes raisons de nous enorgueillir et de nous féliciter des déclarations prononcées la semaine dernière par les chefs d'Etat qui témoignent de leur volonté de changer le monde pour et avec les enfants.

Il s'agit maintenant de savoir si les promesses formulées solennellement lors de la session extraordinaire peuvent déboucher sur des stratégies et des investissements importants en faveur des enfants et si ceux d'entre nous qui sont concernés par les problèmes liés à la santé des enfants – ministres de la santé et institutions multilatérales comme l'OMS et l'UNICEF – peuvent unir leurs efforts pour améliorer durablement l'état de santé des enfants et des femmes.

Pour prendre un exemple, le taux de mortalité des moins de cinq ans avoisine les 11 millions et n'a diminué que de 14 % au cours de la dernière décennie, et il n'y a eu quasiment aucun progrès en Afrique subsaharienne.

Il existe un bon moyen de relever ce défi – et par la même occasion de résoudre tous les problèmes de santé énoncés dans *Un monde digne des enfants* –, à savoir mettre en place des interventions essentielles présentant un excellent rapport coût/efficacité à l'intention de tous les enfants et adolescents. Cette méthode est directement inspirée de la thèse défendue par l'UNICEF selon laquelle la survie, la croissance et le développement des enfants sont des impératifs universels de développement et font partie intégrante du progrès de l'humanité.

Toutefois, comment faire face à tant de besoins et aussi peu de ressources ? En période de pénurie, il importe de choisir des investissements qui présentent le maximum de rendement – et il est évident que le fait d'investir dans la santé des enfants et des adolescents peut s'avérer particulièrement rentable.

Il est essentiel de ne pas se cantonner aux secteurs de la santé, de la nutrition ou de l'éducation. Bon nombre d'entre vous exercent actuellement les fonctions de ministres de la santé, mais ce dont on a besoin, c'est d'un gouvernement comportant un ministre de la liaison ! En effet, on néglige trop souvent l'importance de la nutrition de base – une alimentation infantile adéquate qui englobe allaitement au sein et alimentation complémentaire, l'administration de micronutriments par la supplémentation et l'enrichissement des denrées alimentaires, et le fait de garantir un apport calorique suffisant et une qualité de l'alimentation qui permettent d'assurer la croissance et le développement. Et pourtant, c'est là une condition indispensable pour améliorer la santé et atteindre les objectifs généraux de développement.

L'importance de la santé est aussi reconnue pour garantir un développement durable et l'UNICEF espère que la santé des enfants figurera en bonne place dans le projet de document de synthèse, en cours d'élaboration, du Sommet mondial sur le développement durable qui se tiendra à Johannesburg en août.

L'extension de la couverture à tous les enfants bénéficiera non seulement aux individus, mais aux communautés. En élargissant la couverture des interventions dans le domaine de la santé et de la nutrition, on donnera à un plus grand nombre d'enfants la possibilité et les moyens d'apprendre à l'école.

En donnant aux jeunes les moyens d'éviter la toxicomanie et l'infection à VIH/SIDA, on élargira la base de compétences dont pourront disposer les sociétés, car des adolescents en bonne santé constituent leur propre capital humain et assument des rôles productifs dans leur famille et leur communauté.

Comment faire pour atteindre tous les enfants et tous les adolescents ? Compte tenu des lacunes que l'on observe actuellement, y compris dans la couverture des interventions les plus fondamentales, il est évident qu'il ne suffira pas de se cantonner aux affaires courantes.

L'analyse de la situation des enfants et des adolescents faite par l'UNICEF commence par la famille. Si le cadre familial représente le principal espace de développement pour les enfants et les adolescents, c'est aussi là que se produisent 80 % des décès d'enfants. Des services axés sur les établissements et les institutions ne pourront jamais faire face à cette réalité.

L'UNICEF est tout à fait favorable à ce que des ressources supplémentaires soient accordées à la santé ; des ressources qui doivent être consacrées à des interventions utiles pour améliorer les résultats sanitaires. Toutefois, il est indispensable que l'utilisation de ces ressources soit assortie d'une obligation de rendre des comptes. Les gouvernements bénéficiaires qui détournent les ressources intérieures destinées au secteur de la santé au profit d'autres activités alors que les flux d'aide publique au développement pour la santé augmentent offrent un bien triste spectacle.

Ensuite, la décentralisation a profondément modifié la prestation des services de santé et le rôle qu'y jouent les ministères de la santé. On trouve de plus en plus rarement des pays où tous les services sont planifiés, gérés et fournis par les pouvoirs publics, selon un modèle vertical. Aucun pays doté d'une telle structure ne peut espérer atteindre tous les enfants.

Les gouvernements disposent de pouvoirs inexploités qu'ils pourraient exercer pour améliorer la qualité des services – mais ils devraient pour cela faire un effort supplémentaire. S'ils veulent réduire les taux de mortalité des moins de cinq ans, les ministres responsables des services de santé devront se charger aussi des résultats sanitaires. En portant deux chapeaux, en tant que ministres de la santé, vous devez non seulement vous acquitter de difficiles tâches politiques telles que l'allocation des ressources et la gestion des ressources humaines, mais également établir des relations fonctionnelles entre les dispensateurs privés et les personnes démunies.

Soyez assurés que l'UNICEF vous prêtera son concours pour faire en sorte qu'un nombre croissant d'enfants et d'adolescents bénéficient de services de santé efficaces qui peuvent être dispensés là où ils vivent.

J'en viens maintenant au nouveau plan d'action pour les enfants qui a été présenté la semaine dernière lors de la session extraordinaire consacrée aux enfants.

Sous le titre « Promouvoir une existence meilleure et plus saine », les priorités du nouveau plan d'action concernant la santé et la survie sont les suivantes :

- réduction d'un tiers au moins du taux de mortalité des nourrissons et des moins de cinq ans avant la fin de la présente décennie, l'objectif étant de faire diminuer ce taux des deux tiers à l'horizon 2015 ;
- amélioration de l'accès à de l'eau saine et à un assainissement satisfaisant ;
- promotion des programmes de développement du jeune enfant, y compris la santé et la nutrition ;
- élaboration et mise en oeuvre de programmes de santé nationaux pour protéger les adolescents.

Pendant la période 2002-2005, l'UNICEF se concentrera sur cinq priorités dans son plan stratégique : 1) développement du jeune enfant, l'accent portant sur la santé et la nutrition ; 2) vaccination plus pour tous les enfants ; 3) instruction de toutes les fillettes ; 4) protection de tous les enfants ; et 5) lutte contre le VIH/SIDA.

Cela devrait permettre à tous les enfants et tous les adolescents de démarrer le mieux possible dans la vie et de jouir pleinement de la vie. Les activités du secteur de la santé jouent là un rôle capital mais, ce qui est plus important encore, toutes les priorités fixées par l'UNICEF sont de nature à améliorer la santé des enfants et des adolescents.

L'accent mis par l'UNICEF sur la nécessité d'atteindre tous les enfants et les adolescents montre bien la convergence qui existe entre nos activités en faveur de la santé et notre engagement à l'égard des droits des enfants et des adolescents. La santé n'est pas seulement un droit pour tous les enfants et tous les adolescents aux termes de la Convention relative aux droits de l'enfant, mais elle est essentielle pour la réalisation des droits que nous partageons en tant qu'êtres humains.

Quel est donc le rôle des ministres de la santé dans l'édification d'*un monde digne des enfants* ? Au cours de ces 10 dernières années, un grand nombre des pays qui supportent la plus lourde charge de morbidité et de mortalité chez les enfants et les adolescents ont aussi entrepris une réforme en profondeur du secteur de la santé, avec des résultats inégaux. La réforme du secteur de la santé a souvent accru l'efficacité des services de santé mais, dans de trop nombreux cas, elle s'est arrêtée à la porte du centre de santé.

Dans la perspective de la prochaine décennie, l'UNICEF concentrera son énergie au renforcement des systèmes de santé pour que les services aillent au-devant des personnes, et non l'inverse. Imaginez une réforme des services de santé qui assure des services accueillants pour les familles, et qui ait pour responsabilité de fournir des services à tous les enfants et les adolescents.

Un autre aspect important de l'élargissement de la couverture concerne les biens essentiels pour la santé. Les médicaments n'en sont qu'un exemple – il arrive trop souvent qu'une personne qui a la charge d'un enfant, après avoir marché plusieurs heures pour se rendre au dispensaire, s'en retourne les mains vides. Bien qu'elle ait su reconnaître que l'enfant était malade et avait besoin de soins, et qu'elle se soit déplacée jusqu'au service approprié, le médicament nécessaire n'était pas disponible ou était enfermé dans un placard dont la clé avait été emportée chez elle par la personne responsable.

Je vous invite à réfléchir à la façon de faire en sorte que les ménages puissent se procurer plus aisément ces biens essentiels. Sommes-nous prêts à confier aux familles une trousse de survie de médicaments essentiels qui leur permettrait de prévenir 7 des 10 décès qui surviennent dans les foyers ?

Mais les services et les biens ne suffisent pas – les connaissances sont également primordiales. Deux exemples viennent à l'esprit. Premièrement, la PCIME, prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, qui consiste à améliorer les connaissances des agents de soins de santé et à déployer une action communautaire pour aider les familles grâce à de meilleures connaissances, à soigner leurs enfants lorsqu'ils sont malades, les nourrir convenablement et leur assurer un environnement où ils puissent grandir et se développer.

De plus, l'UNICEF et ses nombreux partenaires, y compris l'OMS, collaborent depuis près de deux décennies à la rédaction de *Savoir pour sauver*. Cette brochure met des informations d'une importance capitale pour la santé et le développement de l'enfant à la disposition des familles et des communautés, qui seront les premières à agir en cas de maladie et qui édifieront l'environnement dans lequel l'enfant s'épanouira ou dépérira.

Quand on songe aux initiatives fructueuses concernant le développement d'interventions sanitaires quelles qu'elles soient, on constate que les connaissances et les produits nécessaires à l'amélioration de la santé sont associés à une action de communication pour modifier les comportements et pour parvenir à une mobilisation sociale ; en résumé, il s'agit d'appuyer des stratégies émanant des communautés sur la manière d'utiliser un produit de santé ou de modifier une pratique en matière de soins tout en créant un environnement qui permette, voire privilégie, ces changements.

Ainsi, si je puis emprunter une métaphore au registre médical – le diagnostic est posé. Qu'allons-nous faire pour changer le pronostic ?

Traiter les affaires courantes, c'est constater le décès d'au moins 11 millions d'enfants chaque année ; aussi nous conviendrons tous – j'en suis sûre – que c'est là une option qui n'est pas viable. En ce qui concerne la façon dont vous organisez votre travail, en tant que ministres, je ne puis que vous inciter à

vous concentrer sur les résultats – les résultats qui comptent pour les enfants, les adolescents et les familles, les résultats qui signifient moins de morts, moins de maladies et moins de handicaps.

Mesdames et Messieurs les délégués, vous-mêmes et vos gouvernements vous représentez le dernier maillon par lequel notre action de sensibilisation, nos ressources et nos programmes se traduisent par une amélioration de la santé de vos peuples – une mission vitale pour laquelle l'UNICEF se tient à vos côtés pour faire plus encore.

Réduire la mortalité des moins de cinq ans et la mortalité maternelle et inverser la pandémie de VIH/SIDA sont les priorités majeures. Comment y parvenir ? L'UNICEF est prêt à vous aider à commencer, en partenariat avec d'autres organismes.

Permettez-moi d'être plus précise encore. Nous avons tous entendu parler de la nécessité de cohérence, de responsabilisation, de gestion de ressources limitées. Les objectifs énoncés dans *Un monde digne des enfants* indiquent clairement la voie à suivre.

Dans le domaine de la santé, l'UNICEF est prêt à s'engager dans une stratégie simple mais efficace : travailler avec les ministres de la santé et d'autres partenaires pour que chaque enfant puisse bénéficier des vaccinations, de la réhydratation orale pour lutter contre la diarrhée, d'antibiotiques contre la pneumonie, d'une meilleure nutrition, y compris de suppléments en micronutriments – et pour que soient transmises les connaissances grâce auxquelles les familles, les communautés et les services de santé pourront les utiliser efficacement.

Dans certains contextes où les ressources manquent particulièrement, notamment en Afrique subsaharienne, les enjeux sont plus élevés et la liste légèrement plus longue puisqu'elle inclut les moustiquaires imprégnées d'insecticide, les antipaludiques et la névirapine pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

Pour les adolescents, il s'agit d'assurer l'information, les compétences et les services qui leur permettront non seulement de réduire le risque d'être infectés par le VIH/SIDA, mais également de devenir des adultes à part entière et les garants de la génération suivante et de l'avenir du monde.

Enfin, des efforts concertés devront être déployés pour dispenser des soins anténatals efficaces à toutes les femmes enceintes, pour promouvoir une bonne nutrition de toutes les femmes en âge de procréer et pour assurer un accouchement en présence d'une personne qualifiée et des soins aux nouveau-nés. Toutes ces interventions requièrent la collaboration des systèmes de santé et d'autres secteurs ou acteurs de la société. Ces ministres chargés des résultats sanitaires sont absolument nécessaires si nous voulons progresser et obtenir des résultats – des résultats qui comptent pour les enfants et les adolescents, des résultats qu'exigent de plus en plus ceux qui financent les organisations multilatérales et l'Aide publique au développement, ainsi que vos ministres des finances.

Certains jugeront que cette insistance sur les résultats est une ingérence inopportune dans le processus de développement ; pourtant les résultats comptent non pas simplement parce que les donateurs les veulent, mais parce que vous tous, au travers de vos gouvernements, et l'UNICEF, par le rôle qu'il joue dans le système multilatéral, aspirez à des résultats concrets. L'UNICEF se réjouit de travailler avec vous.

Je vous remercie de votre attention.

= = =